

Carte blanche relayée par l'AJP
Auteur : Michel (journaliste, réalisateur)

Nommer ou taire : la guerre des mots sur Gaza, réflexion sur une partialité structurelle dans les médias occidentaux.

La plupart des médias occidentaux racontent Gaza par un vocabulaire asymétrique : "otages" d'un côté, "terroristes" de l'autre ; "droit à se défendre" pour Israël, silence sur la résistance palestinienne. Cette grammaire hiérarchise les vies, occulte le droit international et perpétue un imaginaire colonial. Le journalisme devrait l'interroger, non le relayer.

Dans la plupart des grands médias occidentaux, la guerre à Gaza est racontée au prisme d'un vocabulaire asymétrique qui trie les morts, hiérarchise les souffrances et distribue la compassion à sens souvent unique. [1] Otages d'un côté, simples « détenus » ou « terroristes » de l'autre ; « droit à se défendre » pour l'État qui bombarde, silence sur le droit à résister d'un peuple soumis depuis des décennies à l'occupation et à la colonisation [3].

Dans la plupart des rédactions occidentales, Gaza et Israël ne se racontent pas seulement avec des faits, mais avec des mots qui tracent une ligne de front invisible. Cette ligne ne se voit pas dans les cartes des JT, mais dans les adjectifs, les silences, les hiérarchies et les omissions [2]. Elle façonne, jour après jour, une grammaire du conflit où certains morts ont un prénom, un visage, une biographie, et d'autres restent des chiffres, des ombres, des « dommages collatéraux ».

Cette réflexion met en lumière comment lexiques, dépêches d'agences, pressions politiques et autocensure fabriquent un récit tronqué, qui occulte le droit international, invisibilise les crimes de l'armée et des colons israéliens et marginalise jusqu'aux mots mêmes utilisés par les victimes palestiniennes [8][9]. Derrière cette partialité souvent inconsciente, c'est un imaginaire colonial persistant qui continue d'assigner plus ou moins de valeur aux vies humaines, et dont le journalisme devrait être le contradicteur, non le relais [17].

Le pouvoir des mots : le terrorisme, un terme à sens unique

En Occident, la plupart des médias généralistes ont un réflexe lexical bien rodé : « attentats terroristes » pour désigner les attaques du Hamas ou d'autres groupes armés palestiniens, « organisation terroriste » pour qualifier ces acteurs, et, en miroir, « riposte », « opérations militaires », « frappes ciblées » pour parler des actions d'Israël [1][4]. Le mot « terrorisme », qui devrait désigner la violence intentionnelle contre des civils pour des fins politiques, est ainsi réservé de fait à un seul des protagonistes.

Quand des commandos palestiniens franchissent la barrière de Gaza et massacrent des civils, la condamnation est totale : horreur, barbarie, fanatisme, sauvagerie. Quand, en retour, des bombardements méthodiques détruisent des quartiers entiers, anéantissent

des familles, rasant des hôpitaux, visent sciemment les organismes internationaux présents sur place, coupent l'eau, l'électricité, les boulangeries, les médias parlent plus volontiers de « frappes », de « ciblage », parfois d'« erreurs », voire de « bavures » [1]. Le langage, ici, amortit la violence au lieu de la nommer.

Droit à se défendre, droit à résister : le grand silence des médias sur Gaza

Le même déséquilibre se lit dans l'usage du « droit à se défendre » : formule omniprésente pour Israël, quasiment jamais doublée d'un « droit à résister » pour un peuple soumis depuis des décennies à une occupation militaire, à une colonisation continue et à un blocus qui enferme deux millions de personnes sur un territoire exigu [10][11]. Le droit international, qui reconnaît le droit à la résistance à l'occupation, disparaît derrière une mise en scène permanente de la sécurité israélienne comme seule sécurité légitime.

Cette asymétrie n'est pas toujours le produit d'un complot, mais d'un habitus : celui de nombreuses rédactions socialisées depuis des années à considérer l'État israélien comme « nous » – un État occidental, moderne, technologiquement avancé – et les Palestiniens comme un « eux » indistinct, potentiellement menaçant, souvent réduit à sa fraction armée [17]. Le lexique suit ce clivage mental.

Otages contre détenus : l'aveuglement organisé des rédactions occidentales.

Rien n'illustre mieux ce double standard que la mise en scène des otages israéliens et l'effacement des prisonniers palestiniens [5][6]. Les premiers ont un visage, une histoire, une famille qui témoigne, pleure, se souvient, interpelle les gouvernements. On compte leurs jours de captivité, on s'émue de chaque vidéo, de chaque preuve de vie, de chaque libération, de chaque corps restitué. L'émotion est légitime, nécessaire, universelle.

En face, des milliers de Palestiniens enfermés depuis des années dans les prisons israéliennes, souvent sans charge, sans procès, sous le régime opaque de la « détention administrative », n'ont droit qu'à un statut administratif : « détenus », « prisonniers », au mieux « prisonniers de sécurité ». Ils ne sont presque jamais désignés comme des « otages », alors même que leur captivité s'inscrit, elle aussi, dans une logique de pression politique sur une population entière. On sait parfois qu'ils sont « plusieurs milliers », mais leurs noms, leurs âges, leurs états de santé, leurs familles restent le plus souvent hors champ.

Les morts sans visages : comment les médias déshumanisent la Palestine

La dissymétrie se prolonge jusqu'aux morts. Les médias ont, à raison, longuement raconté la restitution des corps d'otages israéliens à leurs familles, l'attente

interminable, l'identification, les funérailles, la douleur impossible à panser. Mais dans le même temps, des centaines de corps palestiniens, détenus depuis des années par Israël, 735 dans les « cimetières des numéros », près de 1 500 dans l'installation militaire de Sde Teiman, sont refusés aux familles. L'interdit de deuil, le refus de restituer un corps, est une violence extrême et une technique de domination bien connue dans l'histoire des guerres. Pourtant, cette question n'occupe qu'une place marginale, voire inexistante, dans les éditions spéciales et les dossiers de fond.

Il y a ici une économie morale sélective : la souffrance israélienne est individualisée, humanisée, dramatisée ; la souffrance palestinienne est collectivisée, anonymisée, rendue abstraite. La première appelle des mots d'ordre politiques – « libérez les otages » –, la seconde se dissout dans les statistiques et ne produit que des lamentations sans conséquences. Ce déséquilibre n'est pas un simple biais, il structure le cadre mental dans lequel les opinions publiques occidentales jugent ce conflit.

Quand les agences fournissent la grille de lecture

Au cœur de cette fabrique du sens se trouvent les grandes agences de presse internationales, qui alimentent en continu journaux, radios, télévisions et sites d'information [8][9]. Dans les rédactions surchargées, sous-dotées en correspondants, les dépêches deviennent le squelette des articles et des lancements de JT, parfois recopiées quasiment telles quelles, avec quelques ajouts cosmétiques.

À cette mécanique s'ajoute une dépendance sans précédent. Depuis que le gouvernement israélien interdit de fait l'accès de Gaza aux médias internationaux, les rédactions occidentales sont privées de ce qui faisait le cœur même du reportage de guerre depuis la Crimée au milieu du XIX^e siècle : la possibilité d'envoyer leurs propres journalistes sur le front, de voir, de vérifier, de raconter par eux-mêmes.

Contraints de travailler à distance, les journaux, radios et télévisions s'en remettent quasi intégralement aux flux standardisés de ces grandes agences et à quelques chaînes disposant d'équipes palestiniennes sur place, ce qui concentre la production d'images et de récits entre très peu de mains. Cette centralisation drastique de la parole sur Gaza rend d'autant plus aisées les manœuvres de pression, de filtrage et d'orientation des contenus.:-

Ces agences ont leurs « guides de style » et leurs lignes rouges implicites. Elles ont adopté, au fil des années, une langue prudente, policée, où certains mots sont souvent, mais heureusement pas toujours dans certains journaux indépendants, jugés inappropriés « militants » – « colonisation », « apartheid », « épuration ethnique », « suprémacisme », « génocide » – et d'autres neutres – « conflit », « tensions », « affrontements », « opérations ». Cette prudence ne peut se comprendre car elle se traduit, dans le cas d'Israël-Palestine, par une reproduction quasi automatique de la terminologie officielle israélienne, beaucoup plus que de celle des Palestiniens, des ONG de défense des droits ou même des organes de l'ONU.

Génocide, apartheid, nettoyage ethnique : les mots trop souvent bannis de nombreuses rédactions occidentales

Ainsi, les colonies israéliennes en Cisjordanie, illégales en droit international et condamnées de manière répétée par les plus hautes instances internationales, sont longtemps restées de simples « implantations ». Le régime d'apartheid, pourtant documenté par plusieurs organisations de référence, est relégué à la rubrique « controverses » [10][11][12]. Les expressions « nettoyage ethnique » ou « épuration ethnique », employées par des universitaires, des historiens, des juristes, sont souvent traitées comme excessives, presque indécentes, même lorsqu'elles reposent sur une littérature scientifique abondante.

Cette langue filtrée descend ensuite dans les rédactions nationales. Là, sous la pression des bouclages, des contraintes de format, du poids des rubriques « faits divers », nombre de journalistes reprennent souvent sans distance critique les éléments de langage dominants. La partialité n'est pas toujours le fruit d'un choix conscient, mais d'un alignement progressif sur un centre de gravité discursif forgé ailleurs.

Pressions, peurs et autocensure

À ce biais structurel s'ajoutent des pressions plus directes. Les journalistes qui, en France, en Belgique, au Royaume-Uni ou ailleurs, tentent de parler explicitement d'« occupation », d'« apartheid » ou de « génocide » savent qu'ils ou elles s'exposent à des campagnes de dénonciation, d'insultes, de harcèlement coordonnées sur les réseaux sociaux, souvent impulsées par des groupes de lobbying bien organisés. Les rédactions reçoivent des lettres d'ambassades, des menaces de retrait de publicité, des accusations d'antisémitisme brandies comme armes de dissuasion.

Dans un univers médiatique de plus en plus précaire, où les pigistes vivent à flux tendu, où les CDI eux-mêmes se sentent fragilisés par les plans sociaux et les rachats, la tentation est grande de ne pas « faire trop de vagues ». L'autocensure est rarement avouée, mais souvent pratiquée : on édulcore un titre, on renonce à un mot jugé trop brutal, on renvoie un sujet à plus tard, on choisit un angle « humain » qui évite les termes juridiques qui fâchent. À la fin, la somme de ces renoncements individuels produit un paysage éditorial où la version officielle de certains États s'impose sans affrontement réel.

Gaza, cimetière des reporters : quand témoigner condamne à la peine de mort

Les journalistes palestiniens, eux, ont payé souvent de leur vie, de leurs blessures ou de leur emprisonnement le fait même de documenter ce qui se passe à Gaza ou en Cisjordanie. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme évoque 289 journalistes assassinés par l'armée israélienne à Gaza entre octobre 2023 et la mi-décembre 2025. Une mortalité sans équivalent dans l'histoire du reportage de guerre moderne. L'International News Safety Institute et des chercheurs cités par

l'ONU parlent de Gaza comme du conflit « le plus meurtrier de l'histoire moderne pour les journalistes », en dépassant les bilans cumulés des grandes guerres du XX^e siècle pour cette catégorie professionnelle[14][15].

Quant à la parole des survivants, quand elle arrive jusque dans les studios européens, elle est encadrée, questionnée, soupçonnée, souvent relativisée par la présence symétrique d'un porte-parole israélien rompu aux techniques de communication. Là encore, l'égalité d'antenne est un trompe-l'œil : tous les discours ne pèsent pas le même poids symbolique.

Effacement du droit international, prudence confortable et refus de nommer le génocide

Un des angles morts les plus frappants du traitement médiatique occidental tient à la marginalisation du droit international. Lorsque la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'ONU, juge « plausible » l'accusation de génocide à Gaza, dans son ordonnance du 26 janvier 2024 et ordonne à Israël de prévenir tout acte génocidaire, de sanctionner l'incitation à la haine et d'assurer l'accès de l'aide humanitaire, beaucoup de médias réduisent l'événement à une brève technique [13] : « la Cour examine une plainte pour génocide », « l'affaire est en cours », « Israël rejette les accusations ». La portée historique du geste – une mise sous surveillance du comportement d'un État allié de l'Occident – est à peine explorée.

De la même manière, quand la Commission d'enquête internationale indépendante instituée par le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies établit qu'Israël commet un génocide à Gaza et quand des organisations comme Amnesty International ou Human Rights Watch, après des enquêtes approfondies argumentées et basées sur des faits précis, concluent qu'Israël pratique un régime d'apartheid, l'information est souvent enfermée dans des encadrés, renvoyée au statut d'« accusation contestée ». Et lorsque des ONG israéliennes elles-mêmes, comme B'Tselem ou Physicians for Human Rights-Israel, parlent de génocide en cours, le malaise est palpable : comment continuer à opposer le « regard extérieur » supposé anti-israélien aux « réalités du terrain », quand des acteurs israéliens, enracinés dans la société, brisent le consensus et assument ces mots ?

Ce qui mène certains journalistes occidentaux à s'exprimer alors avec prudence- : ils affirment que « le terme génocide est controversé », qu'« il appartient aux juristes d'en décider », qu'« il est encore trop tôt pour trancher ». Mais la jurisprudence internationale montre que l'intention génocidaire peut se lire dans des politiques d'anéantissement de populations civiles, de destruction de leurs conditions d'existence, de ciblage d'infrastructures vitales comme les systèmes de santé, l'eau, la nourriture. Refuser d'entrer dans ce débat, c'est laisser au seul État accusé et à ses alliés le pouvoir de dire le droit ou plutôt ce qu'ils considèrent comme tel.

L'angle mort colonial : huit décennies de continuité

Ce refus de nommer s'explique aussi par une cécité plus profonde : la difficulté, pour les sociétés occidentales, à se penser elles-mêmes comme héritières de structures coloniales. Or la Palestine, depuis les expulsions massives de 1948 jusqu'aux réalités contemporaines de Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza, est un dossier colonial.

On parle ici de spoliations de terres, de déplacements forcés, de systèmes juridiques séparés, de routes réservées, de régimes d'autorisations et de checkpoints, de hiérarchie explicite entre citoyens juifs israéliens et Palestiniens. Ces réalités recourent les catégories d'« épuration ethnique », de « ségrégation », d'« apartheid » forgées dans d'autres contextes. Pourtant, le récit médiatique dominant préfère encore l'image d'un « conflit intercommunautaire » ou d'une « guerre de religions », qui renvoie dos à dos les protagonistes et efface les rapports de domination structurels.

Parler d'« État colonial », d'« État suprémaciste », d'« épuration ethnique », c'est, pour beaucoup de rédactions, franchir une barrière mentale. Non parce que ces termes seraient impropres, mais parce qu'ils ouvrent un autre champ de réflexion : celui des responsabilités occidentales, des continuités historiques entre empires d'hier et alliances d'aujourd'hui, des complicités actives ou passives dans un système qui nie la pleine humanité d'un peuple. Alors on préfère rester au niveau du « cycle de violences », qui ne demande ni mémoire, ni examen de conscience.

Révolution des mots, des regards, des sources, d'un journalisme indépendant des formatages

Faut-il pour autant conclure que tous les journalistes occidentaux seraient des propagandistes conscients ? Non bien sûr. Et il sont nombreux à s'y refuser, même si la réalité est plus tragique et plus banale : un système d'information traversé par des pressions permanentes, des rapports de force économiques, politiques, idéologiques, qui fabriquent des automatismes de langage et des angles morts. Ce système ne s'effondrera pas de lui-même. Il devra être contesté, critiqué, réformé de l'intérieur et de l'extérieur.

Cela suppose au moins trois ruptures. D'abord, une révolution lexicale : appeler les choses par leur nom, citer les catégories du droit international, ne plus censurer les mots qui dérangent parce qu'ils rappellent d'autres passés coloniaux. Ensuite, une égalisation de l'humanité : donner autant d'espace, de visage, de récit aux prisonniers palestiniens, aux corps retenus, aux familles privées de sépulture, qu'aux otages israéliens et à leurs proches. Enfin, une décolonisation des sources : faire une place centrale aux journalistes palestiniens, aux ONG locales et internationales qui sont sur le terrain, aux chercheurs du Sud global, aux voix israéliennes dissidentes, pour contrecarrer les discours des porte-parole officiels et des diplomates.

Au bout du compte, ce qui se joue à Gaza et en Cisjordanie dépasse largement ce territoire : c'est notre propre humanité que les bombes et les silences mettent à l'épreuve.

Thierry Michel

Références :

[1] Béatrice Fleury, Jacques Walter, (dirs), Les médias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique
« Le vocabulaire employé dans les médias dominants tend à atténuer les violences israéliennes et à dramatiser celles des Palestiniens. »

[2] Acrimed,
« Gaza : une information sous contraintes », 25 octobre 2023.
« Le cadrage dominant repose sur une symétrisation trompeuse d'un conflit profondément asymétrique. »

[3] Orient XXI,
Alain Gresh, « Gaza : une guerre des récits », 20 octobre 2023.
« Le choix des mots structure la perception même du conflit. »

[4] The Guardian,
« Guardian journalists call for fair language on Israel-Gaza », 4 novembre 2023.
<https://www.theguardian.com/media/2023/nov/04>
« Internal disagreements emerged over the use of 'terrorist' versus 'militant'. »

[5] Le Monde,
« Israël en guerre après l'attaque du Hamas », Une, 8 octobre 2023.
→ Exemple de cadrage : priorité donnée à la narration israélienne initiale.

[6] RTBF,
JT du 9 octobre 2023 (archives RTBF Info).
→ Usage récurrent des termes « escalade » et « regain de violence ».

[7] BFM TV,
couverture continue, octobre–novembre 2023.
→ Généralisation de l'expression « guerre Israël-Hamas ».

[8] Agence France-Presse,
Guide éditorial interne (AFP Stylebook, édition 2022–2024).
→ Recommandation d'usage de termes « neutres » tels que « conflit », « violences ».

[9] Reuters,
« Reuters Handbook of Journalism », édition 2023.
<https://www.reuters.com/handbook>

« Avoid loaded terms unless directly quoted. »

[10] Human Rights Watch,
A Threshold Crossed: Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution, 27 avril 2021. « Israeli authorities are committing the crimes against humanity of apartheid and persecution. »

[11] Amnesty International,
Israel's Apartheid against Palestinians, 1er février 2022.
« Israel maintains a system of oppression and domination over Palestinians. »

[12] B'Tselem,
« A regime of Jewish supremacy... », 12 janvier 2021.
https://www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid

« The entire area between the Jordan River and the Mediterranean Sea is organized under a single regime. »

[13] International Court of Justice,
Ordonnance du 26 janvier 2024, Afrique du Sud c. Israël.
« The Court considers that the risk of irreparable prejudice... is plausible. »

[14] Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights,
rapport 2025 sur les journalistes tués à Gaza.
→ Gaza qualifié de conflit « le plus meurtrier pour les journalistes ».

[15] International News Safety Institute,
rapport 2024 sur la sécurité des journalistes.
→ Confirmation des niveaux records de mortalité.

[16] AJ+,
« Why wording matters in Israel-Palestine coverage », 2023.
→ Analyse pédagogique des biais lexicaux.

[17] Edward Said,
Covering Islam, Pantheon Books, 1981.
« The media do not simply report reality, they construct it. »

[18] Rashid Khalidi,
The Hundred Years' War on Palestine, Metropolitan Books, 2020.
→ Mise en perspective historique du récit dominant.

[19] Norman Finkelstein,
Gaza: An Inquest into Its Martyrdom, University of California Press, 2018.
→ Analyse critique du traitement médiatique et politique.